

Nouveaux Cahiers du socialisme



L'avancée électorale de Québec solidaire Nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques

Bernard Rioux

Number 21, Winter 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90596ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Rioux, B. (2019). L'avancée électorale de Québec solidaire : nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 198–201.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'avancée électorale de Québec solidaire

Nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques

Bernard Rioux

Militant de QS dans la région de Québec et rédacteur pour le site Presse-toi-à-gauche!

L'avancée électorale de Québec solidaire (QS), sa nouvelle députation et sa reconnaissance comme un parti politique dans le jeu institutionnel redéfiniront le cadre de son action et lui poseront de nouveaux défis, tant en ce qui concerne les orientations qu'il aura à définir, les alliances qu'il devra nouer, qu'en ce qui concerne les nouvelles pratiques qu'il devra développer.

La recomposition du bloc fédéraliste

La Coalition Avenir Québec (CAQ) a fait élire 74 député-e-s à l'Assemblée nationale, avec 42 % des votes exprimés. C'est un gouvernement de banquiers, d'entrepreneurs et de gestionnaires. Y occupent les postes stratégiques Éric Girard au ministère des Finances, Pierre Fitzgibbon au ministère de l'Économie et de l'Innovation et Christian Dubé au Conseil du trésor. La logique du premier ministre François Legault est claire. L'autorité politique doit être détenue par une minorité de riches et d'experts. Ces personnes ont adopté les idées des milieux financiers et sont là pour défendre les intérêts des grandes banques et des grandes entreprises. Le monde des affaires, la bureaucratie d'État et les professionnel-le-s de la politique vont avoir le haut du pavé. Cette victoire de la CAQ et l'effondrement du Parti libéral (PLQ) transforment considérablement la donne politique. Avec 24,82 % des votes (31 député-e-s), le PLQ se trouve relégué pour l'essentiel dans l'ouest de l'île de Montréal, chassé du Québec francophone (à part la circonscription de Jean-Talon à Québec, représentée par Sébastien Proulx). Cela dit,

le bloc fédéraliste (PLQ et CAQ) a remporté une victoire importante, avec 105 député-e-s (62,24 % des votes). Il est sorti de la situation dans laquelle le parti de l'alternance était souverainiste, en l'occurrence le Parti québécois (PQ). Il peut, du moins pour un temps, mettre de côté la perspective d'une remise en question de l'intégrité de l'État canadien. Le bloc fédéraliste s'est donc consolidé.

Quelle refondation du bloc souverainiste ?

Le PQ a vu sa députation réduite à 10 personnes et sa base électorale à 17,06 %. Cette défaite catastrophique fait suite à celle de 2014 qui avait été particulièrement pénible. Cette tendance au recul se poursuit depuis plus de deux décennies maintenant. Les débats sur une possible refondation du mouvement souverainiste sont maintenant ouverts : quels acteurs politiques doivent y être actifs ? Quelle est la place du PQ, du Bloc québécois et de Québec solidaire ? Les débats politiques porteurs d'importants clivages sont déjà facilement repérables : faut-il unir la gauche et la droite du mouvement souverainiste ? Faut-il lier ou séparer la lutte pour l'indépendance et la lutte pour un projet social de gauche ? Comment une possible réforme du mode de scrutin va-t-elle redéfinir les paramètres des politiques d'alliance des souverainistes et, plus particulièrement, les conditions d'un éventuel gouvernement de coalition ? Faut-il s'entendre ou non sur le projet écologique d'un Québec indépendant ? Faut-il ou non définir les valeurs collectives et prendre position sur l'immigration et la laïcité pour déclasser les autonomistes de la CAQ sur le terrain identitaire ? Faut-il écarter ces sujets qui divisent ? Comment redéfinir le caractère pluraliste de la nation québécoise ? Faut-il maintenir une intervention indépendantiste sur la scène fédérale et comment ? En somme, par où passeront la reconstruction d'une majorité indépendantiste au Québec et la déconstruction du bloc fédéraliste ?

Une stratégie électorale gagnante

En écartant l'alliance avec le PQ aux dernières élections, Québec solidaire a rendu possible son avancée du premier octobre dernier, car cette position manifestait le refus de toute instrumentalisation de QS au profit d'une éventuelle victoire du PQ. Par l'utilisation de revendications concrètes (salaire minimum à 15 dollars l'heure, salaire maximum pour les hauts dirigeants des entreprises, assurance dentaire publique, transport public à demi-prix), Québec solidaire est parvenu à dépasser son image de parti cantonné à des utopies peut-être attrayantes mais irréalisables. D'autre part, la campagne électorale a été marquée par la priorité donnée à l'environnement, notamment à la lutte aux changements climatiques, ainsi qu'à la promotion d'un plan de transition écologique. Le parti s'est également fait le promoteur d'une nouvelle répartition de la richesse et le défenseur de la majorité populaire. Sur la question de l'immigration, QS a proposé dans sa plateforme de lutter efficacement contre toutes les formes

de discrimination et de bâtir un Québec pluraliste et inclusif. Si les propositions de la CAQ sur la baisse des seuils d'immigration et les tests ont été clairement rejetées par QS, il reste à définir des questions concrètes comme le droit de circulation et d'installation ainsi que la nécessité d'ouvrir les frontières. Il reste également à clarifier la position sur la laïcité, absente de la plateforme.

Par ailleurs, lors de cette dernière campagne, QS est parvenu à recruter des candidates et des candidats plus connus. Le parti a fait des progrès en matière de professionnalisation de ses stratégies de communication et d'utilisation des médias sociaux. Sa recherche de crédibilité électorale l'a conduit à mettre en sourdine des points plus radicaux comme les nationalisations ou le contrôle public des secteurs stratégiques de l'économie et des ressources naturelles. La porte-parole Manon Massé a su exprimer l'aspiration à faire la politique autrement. Le discours s'est orienté de plus en plus ouvertement vers le choix d'un gouvernement progressiste et social-démocrate, et non sur la nécessité d'une rupture avec le capitalisme. Et ceci bien que les grands médias aient souligné les points les plus radicaux du programme pour mener une campagne contre le caractère socialiste de certaines propositions du parti. Le chef du PQ a aussi joué cette carte démagogique.

Dans la prochaine période, un congrès prévu sur le programme de QS sera l'occasion d'une redéfinition programmatique. Sera-t-il le moment d'un recentrage du programme du parti ou celui de la réaffirmation d'une logique de rupture avec le système actuel ? Ce choix sera sans doute l'objet de débats importants qui amèneront à une redéfinition du profil politique de Québec solidaire.

Parti des urnes et parti de la rue : un développement de plus en plus inégal

QS est devenu une machine électorale efficace. Les campagnes ont constitué l'essentiel des mobilisations de l'ensemble du parti ces dernières années. L'importance de la députation et du personnel politique permanent qui lui sera associé redéfinira vraisemblablement le parti des urnes et de l'action parlementaire. Certes, le parti de la rue demeure sous-développé. Le parti participe aux mobilisations impulsées par les mouvements syndical, féministe, étudiant ou environnementaliste, il constitue une force d'accompagnement, un parti solidaire. Mais cela ne concerne habituellement que les militantes et les militants les plus actifs et actives du parti. Aucun permanent ou permanente du parti ne se voit attribuer ce type de travail. Les réseaux regroupant des membres dans différents mouvements sociaux (comme le Collectif intersyndical ou le Réseau militant écologiste) ont été mis sur pied à la suite d'initiatives de la base du parti ; la constitution de réseaux n'a pas été jusqu'ici l'objet d'un plan d'ensemble. Les structures militantes sectorielles n'ont été inscrites dans les statuts du parti que 10 ans après sa fondation. S'il y a une inégalité de développement entre

ces deux aspects du parti, c'est qu'un débat sur la signification d'un parti de la rue n'a jamais été mené en profondeur. Poser la question du parti de la rue, c'est se demander comment QS peut contribuer à l'amélioration des rapports de forces des mouvements sociaux face à l'actuelle offensive d'austérité, de détérioration de l'environnement et de la montée de la xénophobie. Un parti comme QS est riche d'une longue tradition de débats démocratiques. Sa croissance rend plus nécessaire que jamais le maintien de cette culture, car les défis actuels seront à la mesure de sa nouvelle réalité, plus complexe et plus dépendante de l'apport collectif de ses membres et de leurs expériences diversifiées.

